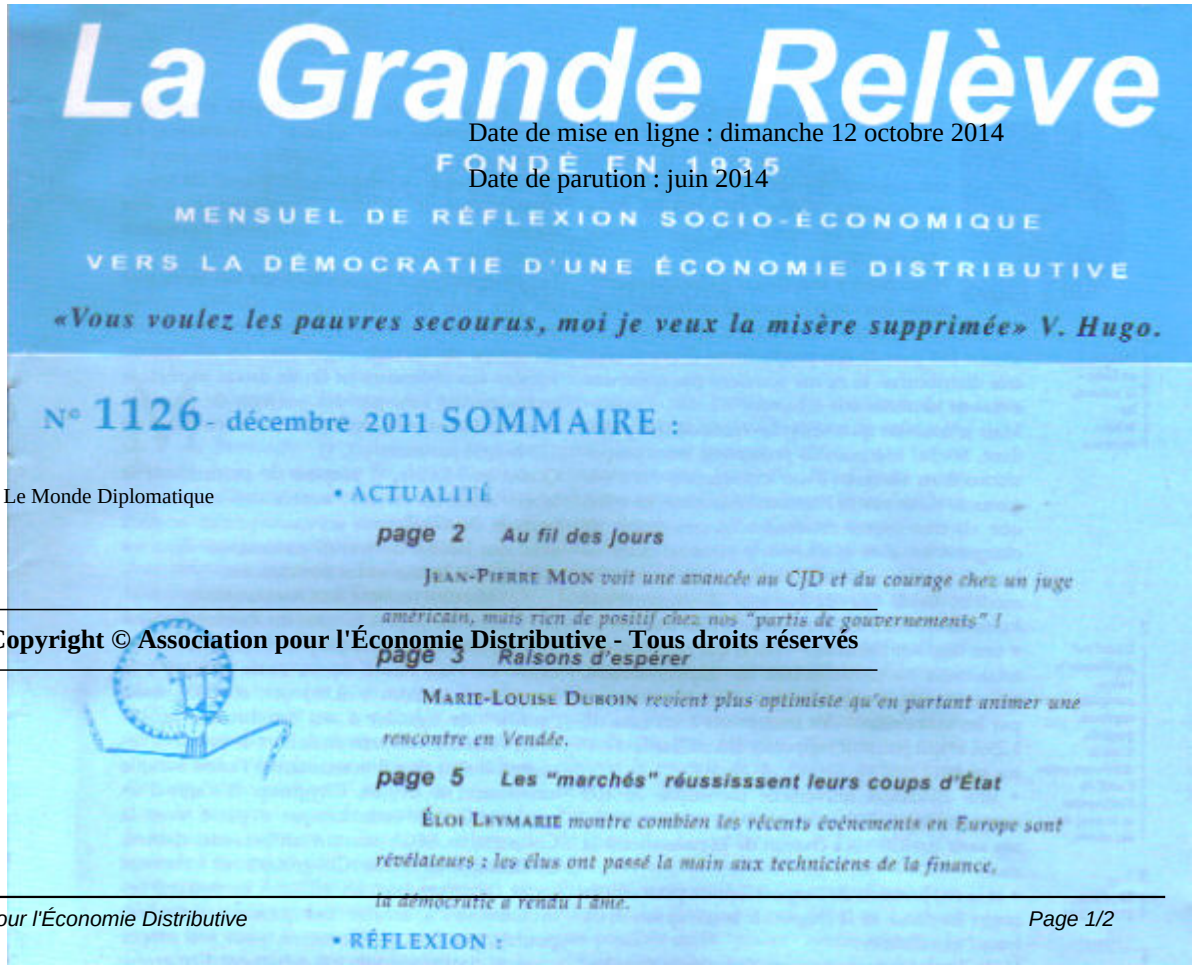
Extrait du Association pour l'Économie Distributive

http://www.economiedistributive.fr/Mondialisation-mode-d-emploi

Mondialisation, mode d'emploi

- La Grande Relève - De 1936 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2014 - N° 1154 - juin 2014 -


La Grande Relève
FONDÉ EN 1936
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE
«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.
N° 1126 - décembre 2011 SOMMAIRE :
• ACTUALITÉ
page 2 Au fil des jours
Jean-Pierre Mon voit une avancée au CJD et du courage chez un juge américain, mais rien de positif chez nos "partis de gouvernements" !
page 3 Raisons d'espérer
Marie-Louise Duboin revient plus optimiste qu'en partant animer une rencontre en Vendée.
page 5 Les "marchés" réussisssent leurs coups d'État
Éloi Levmarie montre combien les récents événements en Europe sont révélateurs : les élus ont passé la main aux techniciens de la finance, la démocratie a rendu l'âme.
• RÉFLEXION :

Date de mise en ligne : dimanche 12 octobre 2014

Date de parution : juin 2014

Description :

Éloge d'un dossier publié par Le Monde Diplomatique

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Puisque La Grande Relève n'hésite pas à faire de la publicité, évidemment gratuite, pour d'autres journaux, bien plus prestigieux qu'elle, profitons-en pour faire l'éloge d'autres journaux qui aident à réfléchir. Il y a, par exemple, le mensuel Le Monde Diplomatique dont le titre fait croire à certains qu'il ne s'intéresse qu'aux "affaires étrangères" !

Les quatre feuilles centrales de son numéro de juin 2014 constituent un dossier intitulé Les puissants redessinent le monde. Dans son introduction, Serge Halimi (dont les éditoriaux sont toujours remarquables de concision et de pertinence) y montre comment s'y prennent les tenants de l'idéologie libérale, dont « l'inventivité est sans limite », pour mettre le monde au service des intérêts des multinationales : « enrôler les tribunaux au service des actionnaires, ériger le secret en vertu progressiste et remettre la démocratie aux bons soins des lobbyistes ».

Il y a plus de vingt ans qu'a été entreprise cette mondialisation au bénéfice des plus gros. Il s'agit de l'installer par des traités dits de libre-échange, concoctés dans le plus grand secret, dont l'objectif est de "débarrasser" les multinationales de tout ce qui pourrait limiter leur possibilité de faire un maximum de bénéfice : des droits de douanes, des quotas, et autres "barrières" non tarifaires, telles que des formalités administratives, des normes techniques, des règlements d'ordre sanitaire ou phytosanitaire, ou même des lois sociales destinées à protéger les populations. Un premier essai de ce type d'accord avait été tenté à Doha dans le cadre de l'OMC. Il avait échoué, principalement sous l'effet de l'opposition de pays du tiers-monde sur les questions agricoles. Depuis, deux autres accords du même style avaient également échoué sous la pression des populations... quand elles les avaient découverts : ce sont l'AMI, cet accord multilatéral sur les investissements préparé dans le secret du palais de la Muette à Paris, et l'ACTA, un accord commercial anti-contrefaçon. Qu'à cela ne tienne, le projet actuel, désigné par TAFTA, ou bien GMT, ou PTCI, ou TTIP ou encore APT, en est une relance. Non seulement il tend à imposer certaines dispositions déjà rejetées, mais il en ajoute d'autres, pires encore, par exemple pour donner aux investisseurs les moyens juridiques de casser tout "obstacle" réglementaire ou législatif à leur commerce. Serge Halimi décrit le fonds idéologique et historique de cette volonté de mettre le monde au service des investisseurs et il décortique le discours trompeur qui la dissimule. Les journalistes Lori M.Wallach et Wolf Jacklein énumèrent respectivement dix menaces pour la population américaine et dix menaces pour les populations européennes que prépare ce traité. Benoît Bréville et Martine Bulard rappellent les procès que des multinationales intentent à des États pour, selon elles, « faire valoir leurs droits » et les sommes ahurissantes qu'elles obtiennent ainsi au nom de la "protection" de leurs investissements... et au détriment des populations.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive